



**REPUBLIQUE DU SENEGAL**  
**Un peuple – Un But – Une Foi**

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**XI<sup>ème</sup> LEGISLATURE**

**XXXIV<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie**  
**Québec, du 2 au 8 juillet 2008**

**Communication sur la crise alimentaire mondiale et la**  
**cherté de la vie**

**par SEM Macky SALL, Président de l'Assemblée Nationale, Ancien Premier**  
**Ministre du Sénégal**

**Québec, juillet 2008**

**Monsieur le Président,**  
**Mes chers collègues,**

Il y'a quelques mois, le monde nous offrait des scènes, d'avec lesquelles notre genre, dit évolué et civilisé, avait prétendu avoir définitivement rompu depuis très longtemps.

Depuis quelque temps seulement, dans ce vingt et unième siècle pourtant annoncé Comme devant être celui où l'homme aurait définitivement dompté la nature et son univers, mais également celui qui devait offrir des opportunités et la chance pour les pays dits en voie de développement, de franchir enfin les portes de la prospérité, s'est installé le spectre de la peur et de la désillusion.

De l'Afrique aux Caraïbes, en passant par l'Asie et les Amériques, un faisceau d'événements douloureux et persistants ont subitement interpellé la conscience de l'humanité :

Les uns, suscitant remords tardifs, parce que prévisibles ; certains, versant dans une émotion voilée dans la surprise ; les autres, plongeant, avec rudesse, dans l'effroi d'images insoutenables pour tout humaniste.

En effet, lorsque se nourrir ou, prosaïquement, manger devient difficile, lorsque cette faculté et ce besoin primaires de l'homme, ou de l'être tout court, sont en sursis, c'est l'essence même de la vie qui se met en jeu.

Et dès lors que l'on essaye de traduire cette situation par l'expression " cherté de la vie et crise alimentaire", l'on ne fait qu'une restitution économique d'une situation qui, dans ses substrats psychologiques, culturels, et même philosophiques, va bien au-delà.

Ainsi, fort d'une telle nuance dans l'approche de cette actualité, l'on peut oser soutenir, à l'instar du regretté et illustre Aimé Césaire que, je le cite - : « Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux face à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte..... ..... » - fin de citation -.

C'est pourquoi, je voudrais d'abord relever avec vous, que la crise alimentaire mondiale, au-delà du caractère économique et social de l'urgence qu'elle établit, est à traiter comme une question de civilisation qui interpelle de manière globale toute l'humanité.

Voilà donc qui devrait, devant cette urgence qui exige de nous la pleine satisfaction d'un droit économique fondamental pour l'homme, et qui est celui d'être à l'abri de la faim, nous fonder à reconsidérer les modes de gouvernance de notre civilisation.

Une gouvernance désormais régie, malheureusement ou heureusement, c'est selon, par les seules contingences d'un marché de plus en plus global.

Que doit il dès lors rester de l'invocation du droit à une nourriture suffisante, reconnu par ailleurs à travers plusieurs instruments du droit international, et particulièrement consacré par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels?

Et pourtant, en vérité, l'humanité a conscience qu'il s'agit bien là d'un droit indissociable de la justice sociale et de la dignité intrinsèque de la personne humaine.

**Monsieur le Président,**

C'est dans la logique d'une telle inspiration interpellative que, Les 14 et 15 mai 2008, la Régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est réunie pour sa XVI<sup>ème</sup> session à Antananarivo et a adopté une résolution sur la crise alimentaire et la cherté de la vie ; engageant alors l'OIF à la prendre en charge par un plaidoyer partout où besoin sera, notamment auprès de l'Union Africaine et dans le Système des Nations Unies.

Aussi, mes collègues de la Régionale Afrique m'ont-ils demandé de présenter une communication sur cette importante question à la présente Plénière de notre Assemblée.

**Monsieur le Président,  
Chers Collègues ;**

**Je ne peux** m'acquitter de cette obligation avec plaisir, **ma peine** demeurant profonde d'aborder une fois de plus ce sujet, puisque l'élémentaire humanisme, inflige commisération et compassion face à cette réalité déjà afflictive dans certaines contrées.

Néanmoins, est fécond mon espoir, et ma conviction vivace, qu'armée d'une volonté salvatrice, la concorde universelle saura apporter à cette crise une issue heureuse.

Voilà qui me motive à prononcer cette communication sur un objet qui meurtrit ; espérant qu'elle recevra l'écho favorable au sein de la communauté linguistique francophone.

Qu'il me soit donc permis d'analyser avec vous les causes et facteurs de cette crise alimentaire, avant d'en présenter succinctement quelques issues possibles.

Je souhaiterais également partager avec vous quelques considérants essentiels qui constituent la quintessence même de la résolution adoptée par la Régionale Afrique, en demandant à mes collègues de bien vouloir en tenir compte dans la rédaction définitive de la Déclaration finale de notre Conférence.

**Monsieur le Président,  
Chers Collègues,**

Les causes et facteurs de la cherté de la vie et de la crise alimentaire sont multiples et relèvent là aussi, de défis globaux et universels.

En effet, notre civilisation a fini de s'accommoder de l'hégémonie du pétrole, principale source d'énergie, devenu de fait un produit de première nécessité ; autrement dit un produit sans élasticité-prix. Quand son prix augmente, la demande se maintient ; le produit n'offrant que très peu de produits de substitution.

Dans ces conditions, le renchérissement du prix du baril de pétrole, qui a battu tous ses records historiques et qui poursuit sa montée avec une cotation dépassant **140 \$**, a eu pour conséquence, une augmentation des coûts de tous les facteurs de production et donc, une inflation généralisée.

Ce qui est alarmant dans ce mouvement haussier des prix, c'est qu'il n'est pas encore achevé. Il y a moins d'un an, en août **2007**, le baril de pétrole s'échangeait

encore à **65,83** \$. Cinq ans derrière nous, soit en **2003**, il était à **28,89** \$. Et il y a dix ans, en **1998**, il n'était que de **12,78** \$.

Somme toute, dans l'analyse d'une telle situation, nous ne pouvons ignorer l'impact négatif des forces spéculatives sur l'évolution du marché .

Quoique dénoncée avec vigueur par la Conférence de Jeddah ayant regroupé **au** mois de juin 2008 les principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole, la nébuleuse spéculative persiste telle une main invisible.

Mieux encore, Les marchés à terme d'instruments financiers, spéculatifs par nature, ont fini de substituer les prises de positions, effectuées par les traders sur les cours des matières de base, à l'économie réelle régie normalement que par l'unique loi de l'offre et de la demande.

D'ailleurs, Aujourd'hui, l'on peut acheter, sur le marché à terme, du pétrole avec livraison dans deux ans sans qu'il ne soit déjà produit. L'on peut aussi acheter du riz ou du blé qui seront livrés au cours des campagnes agricoles futures sans qu'ils ne soient encore disponibles. L'on peut enfin acheter du dollar ou de l'euro à échéance 2009.

Ainsi, le fameux mécanisme des options sur les produits dérivés (ou « futures » pour les initiés) est, désormais, l'instrument majeur de détermination des cours de produits réels, à partir d'une offre et d'une demande artificielles. Voilà où on en est arrivé aujourd'hui avec cette civilisation du profit abusif.

**Monsieur le Président ;  
Chers Collègues,**

Que le profit soit recherché, rien de plus normal ; mais qu'il devienne abusif ou outrageant, c'est cela qui choque et reste moralement injuste et inacceptable.

Sous un autre registre, face à la persistance des cours du pétrole, mais également dans cette inexorable démarche de protection de l'environnement, ou du tout écologique, notre civilisation a jugé impératif de se tourner vers la recherche de produits de substitution au pétrole, tels les biocarburants.

C'est pourquoi, de nombreuses terres, anciennement affectées à la production de cultures vivrières ont ainsi été réorientées vers les cultures de biocarburants.

Cela, malheureusement, a entraîné des effets sur les productions et les prix des céréales dont a besoin l'humanité. Au surplus, cette tension sur l'offre a été amplifiée par l'impact négatif des changements climatiques qui ont pour corolaire des phénomènes naturels tels que les inondations, la désertification et l'appauvrissement des sols.

Au total, ce sont ces considérants qui ont créé une tension insoutenable sur les prix des cultures céréalières et, en bout de chaîne, sur les prix des denrées alimentaires de façon générale. .

L'exemple du riz est éloquent à ce propos. Son prix a augmenté de **75%** entre mars et mai 2008. Quant au blé, au maïs et au soja, leurs cours ont augmenté respectivement de **244%**, **154%** et **150%** sur les trois dernières années.

Pire, les prévisions pour les prochaines années restent alarmistes, surtout si elles restent corrélées à la baisse continue des stocks dans les principaux pays producteurs qui, dans un réflexe de précaution, optent pour une rétention de leurs exportations.

Enfin, je ne saurais évoquer les causes de la crise alimentaire sans relever l'effet dévastateur des subventions accordées par les pays développés à leurs producteurs, sur l'agriculture des pays en développement.

Si nous voulons donc réellement que des parties du monde comme l'Afrique puissent participer au commerce international de manière équitable, il urge d'en réorganiser les règles autour d'une plus grande transparence des marchés.

**Monsieur le Président,  
Mes chers collègues,**

Vous constaterez donc avec moi que, comme il en est souvent le cas, ce sont les pays les plus démunis qui payent le prix fort lors des crises et autres défaillances du marché international.

Le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) note, pour le déplorer, que les importations des pays en développement connaissent déjà une hausse de **56%** due principalement au renchérissement du coût des denrées alimentaires. Il faudrait constater que dans lesdits pays en développement, les ménages consacrent à leur alimentation, plus de **50%** de leurs revenus, contre **10 à 20%** dans le monde développé.

**Monsieur le Président,  
Mes chers collègues**

Voilà la triste situation qui est entrain de se propager dans les pays en développement, menaçant le plus souvent la cohésion sociale et l'équilibre démocratique de nos jeunes nations qui aspirent, par l'effort et le travail, à la prospérité et à l'émergence économique.

Nous avons certes analysé des causes et des facteurs, mais il sied d'appréhender cette situation en termes de responsabilités, afin de mettre à jour l'élément moral dans sa résolution.

Il est vrai qu'il y'a une forme d'injustice économique internationale qui a révélé ses effets, et nous le déplorons.

Il est palpable que le dogme du profit fera de plus en plus d'adeptes, et nous n'y pourrons rien.

Il est constant que les organismes spécialisés en la matière ont fini de faire la preuve de leurs limites ; et nous le regrettons.

Il est patent que la solidarité internationale est restée d'une valeur incantatoire .nous en sommes persuadés.

Il ne fait de doute que les aléas naturels et climatiques restent toujours présent surtout pour les pays en voie de développement.

Il est tangible aussi que, nous pays du sud, avons hérité de politiques agricoles extraverties qui, d'office, et au détriment des cultures vivrières, ont spécialisé nos cultures : le Sénégal comme la terre de l'arachide, le Mali (ancien Soudan français) et le Burkina Faso (ancienne Haute Volta) comme celles du coton, la Côte d'Ivoire comme la terre du cacao et de l'ananas, le Vietnam et le Cambodge (l'Indochine d'alors), comme les champions de la production rizicole.

Néanmoins, **quelles** ont été nos responsabilités ?

**Monsieur le Président  
Chers Collègues**

Notre responsabilité est de n'avoir pas su entreprendre, **à temps**, d'inverser la tendance.

Notre responsabilité a été d'avoir passé beaucoup plus de temps à nous y complaire, en culpabilisant bien entendu les pays du nord, alors que nous avions à prospecter nos propres voies ; du moment que d'autres pays, comme en Asie, avaient rapidement enclenché des démarches originales qui leur valent beaucoup de satisfaction aujourd'hui.

Notre responsabilité a été d'avoir perpétuellement espéré qu'un jour les termes de l'échange allaient être corrigés en notre faveur.

Notre péché a été de persister à nous plaindre passivement les subventions agricoles aux agriculteurs du nord.

Notre mea culpa d'aujourd'hui est d'admettre tardivement que nos paysans pouvaient être transformés en agriculteurs.

**Monsieur le Président,  
Chers Collègues ;**

Cette crise qui nous menace, loin de nous plonger dans un désarroi irréversible, doit être pour nous une occasion de nous ressaisir dans nos politiques et options agricoles, puisées dans les ressources de nos spécificités locales ; pour peu que l'on veuille nous soustraire du désespoir, ou du fatalisme paralysant.

Elle doit, par delà nos faiblesses et nos handicaps, nous convaincre, que de notre volonté créatrice et de notre foi au potentiel de nos peuples, mais également de la sagesse et de la clairvoyance de nos dirigeants respectifs, dépendra notre combat pour l'autosuffisance alimentaire. : Ce moment heureux où, se nourrir deviendra une préoccupation accessoire par rapport aux enjeux de développement qui nous interpellent et nous attendent.

Du reste, en prenant la pleine mesure des convergences fraternelles au sein de notre espace linguistique, Cette crise doit également révéler que la solidarité, avant d'être internationale doit d'abord être sous régionale, puis régionale ; **si** ce n'est qu'elle devrait, incessamment, constituer le terreau fertile pour davantage cristalliser notre solidarité francophone :

Sinon comment être en droit d'en vouloir à ceux qui sont loin de nous si, plus près de nous, l'on ne se soutienne point ?

C'est qu'irréremédiablement, dans cette crise ou nous risquons d'être livrés à nous-mêmes, il nous faudra, avec fierté et dignité, repousser très loin les lignes de l'axe des larmes et de la désolation, afin de franchir vaillamment celles de l'axe du sourire et de la confiance en nous mêmes.

**Monsieur le Président,**

**Chers Collègues ;**

**Concrètement**, et très rapidement, il nous faut nous engager à en finir avec ces monocultures de spéculations industrielles, tournées vers les marchés extérieurs, qui entraînent l'appauvrissement indéniable de nos sols sans nourrir nos vaillantes populations.

C'est à ce titre qu'il nous faudra produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons.

Au Sénégal, par exemple, le Président Abdoulaye WADE s'est déjà inscrit dans cette dynamique en initiant le programme national dénommé « Grande offensive agricole pour la Nourriture et l'Abondance – GOANA ». Cette offensive vise notamment à moyen terme la réalisation d'objectifs ambitieux de production en ce qui concerne le maïs, le manioc et le riz, et nous y croyons fortement.

Son coût est évalué aujourd'hui à 875 MILLIONS DE DOLLARS us sur un horizon de 3 à 5 ans, soit un investissement moyen de 78 dollars US par citoyen Sénégalais.

Établi sur une base de 600 millions d'habitants en l'Afrique Subsaharienne, un Programme régional d'autosuffisance alimentaire devrait nécessiter un peu moins de 50 millions de Dollars US.

De façon globale, en Afrique Subsaharienne particulièrement, de telles initiatives sont viables, car les terres arables et l'eau sont disponibles ; seuls manquent les intrants (semences, engrais, matériels agricoles) et l'assistance technique internationale.

**Monsieur le Président,  
Chers collègues.**

J'en viens, pour terminer mon propos, aux urgences que la Régionale Afrique souhaiterait inscrire dans la Déclaration finale de notre Conférence, et c'est là que doit s'appliquer notre plaidoyer duquel devraient résulter des actions susceptibles d'encourager et d'appuyer nos initiatives propres, pour, définitivement, nous mettre à l'abri d'une telle crise .

D'abord, nous continuons d'en appeler, après le Sommet de Rome sur la crise alimentaire, **au** renforcement des ressources destinées à l'aide alimentaire d'urgence sous le contrôle du Programme Alimentaire Mondial.

Ensuite, nous persistons d'en appeler à une correction urgente des imperfections du marché pour annihiler l'impact des forces spéculatives tant sur le pétrole que sur les denrées alimentaires.

Enfin, nous ne nous laisserons point d'interpeller la communauté internationale à accompagner les pays en développement par des mesures tangibles concernant la disponibilité des intrants agricoles, afin que la présente campagne puisse encore être sauvée.

Gardons nous cependant chers collègues de considérer des consolations momentanées pour des solutions hardies et définitives.

C'est seulement à ce prix que nous pourrons nous satisfaire d'avoir légué à la postérité notre commune volonté de relever, en son temps, un des défis les plus cruciaux pour l'homme et pour sa civilisation : celui de nourrir la vie.

**Vive** la solidarité francophone .

**Je vous remercie de votre bienveillante attention.**